

NUMÉRO 1

MAI - JUIN - JUILLET 2021
LARCHIPELCITOYEN.ORG

COÛT DE REVIENT 0,25€
PARTICIPATION LIBRE

EDITO

Vivre. Au-delà des discours pompeux et des débats intimidants, et si c'était ça la culture, tout « simplement » ? Ces films qui nous transportent ailleurs, ces spectacles qui développent notre imaginaire, ces festins, ces rencontres, ces petits instants et ces grands moments qu'on se remémore après des années. La culture nous permet de sortir du train-train quotidien, de vivre plus intensément, de remonter ou d'accélérer le temps. Alors que nous sommes cantonnés chez nous, entravés dans nos relations sociales, enfermés parfois dans une vie monotone et isolée, jamais sans doute nous n'avons eu autant besoin de la culture et de son énergie créatrice comme terrain d'évasion. Pourtant, les restaurants, les cinémas, les bars et les théâtres ont portes closes et les artistes sont assignés à résidence, quand ils ne sont pas sommairement mis dehors. À Toulouse, nous assistons impuissants à la fermeture de lieux d'expérimentation emblématiques. Reposent en paix : la guinguette Bleu-bleu et le Pavillon Mazar. En sursis : Mix'art Myrys et le Centre Solidaire Abbé Pierre. Qui sera le prochain ?

Raser des lieux d'expérimentation, établir le silence. Si cela nous choque, nous ne sommes pas étonnés de voir, ici encore, le char de la métropolisation briser tout ce qui ne rentre pas dans son business plan. L'appel de Mix'Art Myrys, fin janvier, à une société de « L'En-Commun » ne s'y trompe pas. La culture est un commun au même titre que l'eau, la santé, l'espace public. Cette eau dont la métropole a privatisé la gestion, cette santé maltraitée, cet espace public offert aux promoteurs, aux grands projets inutiles. Nous ne voulons pas de ce monde-là, qui uniformise et marchandise tout.

Il est vital que nous puissions incarner les mondes que nous souhaitons, que nous puissions les habiter. Depuis mars, les théâtres ont été occupés pour le retrait de la réforme chômage, comme les ronds-points ont été occupés avant eux pour une démocratie digne de ce nom et les ZAD pour prendre soin du vivant. Reconnaissons donc que nous agissons « depuis des recoins du monde divers, disparates, différents, dissemblables, distants et distincts (en art, science et lutte, résistance et rébellion)* ». De nos luttes communes, combattons les dominations, défendons l'autonomie politique et défendons la vie.

* extrait du message de l'appel zapatiste (communauté autonome du Chiapas, au Mexique, depuis 1994), intitulé Une déclaration pour la vie.

ARCHIPEL CITOYEN est une association dont le but est de redonner aux Toulousaines et Toulousains le pouvoir de transformer leur ville au travers de l'information, l'éducation populaire et les actions de terrain. Elle encourage dans le temps une culture de la démocratie vivante et favorise l'intelligence collective au service de la défense des valeurs humaines, sociales et environnementales.

Née en 2017, l'association a porté une liste mixte regroupant des personnes issues de la société civile et des membres d'organisations politiques aux élections municipales de 2020. Bien que ses 14 élus de l'opposition défendent ce programme et ces valeurs au sein de l'institution municipale, l'association n'est pas un parti et revendique son indépendance vis-à-vis des stratégies et contraintes politiques. Elle propose une coopération et garde une main tendue vers tous les collectifs qui poursuivent des objectifs similaires.

LE PASTÈKE #1

LE JOURNAL DES CITOYENNES ET CITOYENS QUI S'INTÉRESSENT À LEUR VILLE

ENQUÊTE

P-3
3ÈME LIGNE DE MÉTRO:
STOP OU ENCORE ?

FOCUS

P-2
MOUDENC EST À LA
CULTURE...

P-2
SILENCE,
ON SUBVENTIONNE !

P-4
C'EST GRÂCE À EUX

P-4
QUARTIERS EN LUTTE

MAIS AUSSI

P-4
UN ÉLU TIRÉ AU SORT,
LE SAVIEZ-VOUS ?

P-4
LE COIN DES MINOTS

SILENCE, ON SUBVENTIONNE !



Lors des réflexions préliminaires sur la ligne éditoriale du Pastèque, un des axes était de relayer la parole des associations, nombreuses et actives à Toulouse, dans le but de porter leurs messages, leurs besoins, leurs questionnements. Le journal se veut un espace supplémentaire d'analyse de ce qui marche et ce qui cloche à Toulouse, et le tissu associatif est un bon terrain pour cela.

Les rédacteurs du journal ont donc commencé à contacter différentes associations, et ... chou blanc ! Les interlocuteurs sont intéressés mais peu enthousiastes à l'idée que leurs problématiques soient publiées lorsque celles-ci concernent directement la mairie. Parce qu'elles sont dépendantes de ressources financières, structurelles, matérielles ou autres, les associations restent réticentes à formuler des reproches envers la municipalité.

Paranoïa ? Prudence excessive ?

Il faut croire que non... Une ancienne présidente d'association subventionnée partiellement par la mairie explique que le bureau portait un grand soin à rester politiquement correct dans ses relations avec les élus, dans la crainte de perdre son partenariat. L'association 2 Pieds 2 Roues, pourtant constructive et ouverte au dialogue avec la municipalité, s'est vue tout simplement menacée dans un courrier envoyé juste avant la réélection de M. Moudenc, car elle avait osé critiquer et s'opposer à des projets lancés dans son précédent mandat.

Les élus et élus d'Archipel Citoyen ont bien pris la mesure des rapports ambigus que la mairie entretient avec le milieu associatif. Depuis leur arrivée dans l'opposition, ils et elles réclament à chaque Conseil Municipal et Métropolitain une plus grande transparence dans l'attribution des subventions. Il a même été décidé que le groupe s'abstiendrait de voter les délibérations portant sur ces attributions tant que la majorité ne serait pas explicite sur des critères quantitatifs et qualitatifs. C'est une question d'équité : si on ne comprend pas comment les décisions sont prises, pourquoi décider de favoriser un partenaire, plutôt qu'un autre ?

Dans l'attente de cette transparence salutaire, le Pastèque reste naturellement ouvert à toutes les associations qui ont besoin d'une tribune, refusent ce système clientéliste, et ne craignent pas les foudres du maire !

MOUDENC EST À LA CULTURE...

COVID. LA CULTURE SOUS CLOCHE. PRODUIT NON ESSENTIEL. LES ARTISTES SONT LAISSÉS EN PLAN ET LES ENJEUX NATIONAUX SATURENT LE DÉBAT. A L'ÉCHELLE DE TOULOUSE, VOYONS CE QU'IL S'Y JOUE.

L'équipe municipale privilégie la communication autour de grands événements culturels. Elle soutient une culture qui fait peu de vagues. Elle néglige beaucoup d'acteurs locaux qui expérimentent, qui résistent à la marchandisation ou qui créent pour rassembler tout simplement. Certaines compagnies lasses de voir leurs subventions baisser de 5 % en arrivent même à ne plus en faire la demande.

La politique culturelle est une affaire d'imaginaire. Les fêtes de Noël illustrent parfaitement le regard porté par une municipalité sur la culture populaire. Le second mandat de Jean-Luc Moudenc est venu restaurer l'image traditionnelle du père Noël. Couleurs rouge et blanc. « Cela fait si plaisir aux petits Toulousains » entend-on. Alors que la mandature de Pierre Cohen avait amené l'originalité, la poésie et la diversité aux portes du Capitole. Pour mieux comprendre la politique culturelle de la ville, nous avons listé certains types d'actions menées par la municipalité pour faire vivre la culture :

- FINANCER DES INFRASTRUCTURES ET DES PROJETS.

Ces projets permettent une communication efficace et visible de tous permettant aux élus de promouvoir leurs réalisations. C'est ainsi, par exemple, que Jean-Luc Moudenc, qui s'était opposé à l'installation des *Halles de La Machine* à Toulouse, a pu la revendiquer comme le grand achèvement de son mandat.



D'une époque à l'autre : Noël 2013 avec Rondafonio (© F. Charmeux)...

- LA RENDRE ACCESSIBLE EN PROPOSANT DES AIDES FINANCIÈRES.

De telles mesures, qui peuvent représenter une part conséquente du budget de la culture, semblent attractives. En pratique cependant, ces aides n'attirent malheureusement pas tous les publics. Ces incitations, qu'elles soient sous forme de remises à l'entrée (gratuité des musées par exemple) ou de chèques culture, sont destinées à tous, mais les statistiques montrent que la majeure partie des publics qui en profitent sont des personnes qui auraient consommé de la culture, même sans la mise en place de ces incitations. [1]

Le passeport pour l'art, lancé par Pierre Cohen en 2009, a pour vocation de sensibiliser les jeunes Toulousains à la culture (de la grande section au CM2) afin de développer un regard critique sur le monde. Le pass culture est une expérimentation du gouvernement Macron qui vise à doter les jeunes d'un budget culture. D'un montant de 300€, il se généralise dans toute la France pour tous les jeunes sans condition de ressources à compter de mai 2021.

Ces derniers temps, le cas Mix'Art Myrys est emblématique du regard porté par la mairie sur la culture et l'on est en droit de se demander ce qui vaut à ce collectif un tel acharnement. La manœuvre est réglée, froide, organisée et implacable, et deux assauts sont menés



sur le plan réglementaire et financier. Le bouillonnement culturel, l'appropriation par la population constituent-ils un tel danger au projet de gentrification du quartier ?

Le maire n'aime pas qu'on critique sa politique culturelle. Selon ses propres dires, il se charge lui-même, « pour se divertir », de supprimer cette affiche qui figurait sur le théâtre de la cité pendant son occupation dans le sillage du mouvement #OccupationOdeon et dans la perspective du démantèlement de Mix'art Myrys.

Extrait d'une vidéo amateur du 11 mars dernier montrant Jean-Luc Moudenc venu arracher l'affiche ci-contre accrochée sur une vitre du théâtre de la cité alors occupé par les intermittents. Pris sur le vif par un occupant du théâtre, il s'en est suivi une légère altercation sans violence. | © TV Bruits, 12 mars 2021

- COMMUNIQUER SUR DE GRANDS ÉVÉNEMENTS.

La déambulation du Minotaure et de l'Araignée est un événement populaire qui a marqué les esprits des Toulousains. Un franc succès qui fait trace dans la mémoire collective, mais aujourd'hui, le Minotaure reste cantonné sur sa piste et les rues se vident de culture. Rappelons que le festival *Toulouse en piste* avait pourtant jusqu'en 2016 une parade dans les rues toulousaines. Tout en constituant un événement populaire apprécié, cette parade était également une vitrine représentative de la place que le cirque occupe dans le rayonnement culturel toulousain.

- DÉVELOPPER LE TOURISME.

Dans une logique marchande de la culture, le patrimoine et les grands événements culturels sont perçus comme des ressources pour le

collectif d'une ressource ou d'une chose par une communauté » ; « l'idée [est] de s'organiser collectivement par en bas pour défendre un bien commun, ici la culture, et esquisser des perspectives de résistance », énonce Daniela Festa, juriste. [2]

La crise du Covid et la politique de la municipalité actuelle nous poussent à repenser une politique culturelle à l'échelle de notre ville et de sa Métropole. Voici quelques propositions pour aborder la culture autrement :

- Faire travailler les acteurs du très riche tissu culturel toulousain, en particulier en leur confiant une place de choix dans les grands événements locaux.
- Rendre transparents les critères d'attribution des subventions accordées aux différentes associations.
- Ancrer les pratiques culturelles localement en incluant tous les quartiers populaires trop souvent négligés.
- Associer les citoyens et les acteurs - tous les acteurs - et rompre avec le clientélisme.
- Porter une ambition nouvelle : celle d'une culture vivante et populaire.

À vous de continuer cette liste de propositions et de nous la renvoyer...

[1] DEPS, sous la direction de P. Chantepie, *Culture et Médias 2030, perspectives de politiques culturelles*, La Documentation française, 2011

[2] Daniela Festa (avec la contribution de Mélanie Dulong de Rosnay et Diego Miralles Buil), *Les communs, Géoconfluences*, juin 2018.

développement touristique - et donc économique. Commandé par Toulouse Métropole et parrainé par le Toulousain Jean Tirole, prix Nobel d'économie, le rapport « Toulouse Territoire d'Avenir » illustre cette perception réductrice de la culture vue sous le prisme du consumérisme.

A l'inverse une municipalité pourrait faire le choix d'UNE CULTURE GÉRÉE COMME UN "COMMUN". Cette conception, particulièrement exposée lors de la crise sanitaire, passe par une relocalisation, une appropriation citoyenne de la culture mais aussi une reconnaissance du statut de l'artiste. Ce dont Mix'art Myrys témoigne mais que la municipalité veut détruire. « Les communs désignent des formes d'usage et de gestion



...et Noël 2020 au Capitole (© Mairie de Toulouse)

3ÈME LIGNE DE MÉTRO : STOP OU ENCORE ?

C'EST LA QUESTION QUI AGITE TOULOUSE DEPUIS UNE DÉCENNIE ET QUI A ENCORE ANIMÉ LA DERNIÈRE CAMPAGNE DES MUNICIPALES. PLUTÔT QUE DE VOUS DONNER UN AVIS DÉFINITIF, NOUS AVONS PRÉFÉRÉ VOUS DONNER DES ÉLÉMENTS POUR VOUS FAIRE VOTRE PROPRE IDÉE SUR CE PROJET STRUCTURANT POUR NOTRE MÉTROPOLE.

UN DEVOIR DE VACANCES QUI FAIT DU BRUIT

L'histoire de la 3ème ligne de métro commence à l'été 2011. Maxime Lafage, 20 ans, étudiant à Sciences Po et passionné d'urbanisme et de transports, rédige une étude d'une centaine de pages dans laquelle il propose la réalisation d'une ligne de métro reliant Malepère à Saint Martin du Touch. A l'époque, le maire, Pierre Cohen, travaille sur la mise à jour du plan de mobilités (PDU) dans lequel il propose le prolongement de la ligne B jusqu'à Labège, l'extension du tram jusqu'à Aussone d'un côté et Matabiau de l'autre, un téléphérique à Ranguel et le développement d'un réseau de bus à haut niveau de service (BHNS). Le tout représente un investissement de 1,9 milliards d'euros et ce plan est adopté en 2012 par le conseil syndical de Tisseo.

LA PROMESSE DE CAMPAGNE DU CANDIDAT MOUDENC

C'est alors qu'arrive la campagne des municipales 2014. Jean-Luc Moudenc reprend l'idée de 3ème ligne de métro à son compte et en fait la mesure phare de son programme (avec la seconde rocade). A l'époque, la 3e ligne fait 17km pour un coût d'1,4 milliard d'euros et doit entrer en service en 2024. Elle sera financée "sans hausse d'impôts" selon le candidat, grâce à des économies, au financement des collectivités et un emprunt de

380 millions d'euros sur 18 ans. Sept ans, 2 campagnes et de multiples péripéties plus tard, les impôts locaux ont augmenté sur le mandat précédent mais les travaux du métro n'ont toujours pas démarré. La 3ème ligne est désormais longue de 27 km pour 21 stations, son coût avoisine 2,7 milliards d'euros et sa mise en service n'est pas prévue avant 2028. Mais surtout, son financement est encore loin d'être bouclé.

LE SUPER BANCO

Accrochez-vous et sortez vos calculettes, vous risquez d'avoir mal à la tête. 2,7 milliards d'euros, ça ne se trouve pas sous le sabot d'un cheval. Comment financer un chantier aussi pharaonique ? D'abord, demander un coup de main aux collectivités : le Département, la Région, l'Etat et l'Europe qui pourraient mettre la main au portefeuille à hauteur de 150 à 200 millions d'euros chacun selon Tisséo - dans les faits, pour le moment, seul l'Etat s'est engagé formellement. Puis aller frapper à la porte des banques pour trouver plus de 2 milliards d'euros. Toulouse a demandé 1,4 milliard d'euros de prêt à la Banque Européenne d'Investissement (BEI) mais n'a obtenu que 0,4 milliard d'euros, il reste donc 1,6 milliard d'euros à trouver. Mais c'est bien connu, on ne prête qu'aux riches ! Or, Tisséo doit encore rembourser 1,4 milliard d'euros de dettes de la construction de la ligne B, un endettement qui pourrait atteindre 3,5 milliards d'euros au total avec le lancement de la 3ème ligne. Allô, Jérôme Kerviel ?

UNE CRISE QUI CHANGE LA DONNEE

Pour se faire prêter une telle somme, il faut que Tisséo arrive à convaincre les banquiers qu'elle sera bien capable de la rembourser et c'est bien là que les choses se compliquent car il faudra pouvoir compter sur de nouvelles recettes. Certes l'ouverture de la nouvelle ligne va amener de nouveaux usagers, 200 000 voyageurs par jour selon des prévisions, mais c'est loin d'être suffisant pour payer les charges de la dette. Tisséo

comptait aussi sur une augmentation du versement transport, une contribution de 2% de la masse salariale versée par les employeurs de plus de 11 salariés. La Métropole tablait à la fois sur l'augmentation régulière des salaires, le développement économique des entreprises et un petit coup de pouce du gouvernement pour augmenter le taux du versement au-delà de 2% comme en Ile de France. Inutile de dire que la crise économique qui vient impacter fortement notre territoire risque de remettre en cause ces hypothèses optimistes. Début 2021, Tisséo a fait état d'une baisse de 40% de sa fréquentation suite à la crise du COVID. Dernière solution, demander aux collectivités (Toulouse Métropole, SICOVAL et Muretain) de combler le manque à gagner par une hausse de leurs cotisations annuelles, une option qui devrait se traduire par une augmentation des impôts locaux difficilement acceptable dans le contexte actuel étant donné l'endettement déjà très important de Toulouse Métropole (1 milliard d'euros).

Le financement de la 3ème ligne est donc très loin d'être acquis à ce jour. C'est pour cette raison que la chambre régionale des comptes d'Occitanie et le CODEV (Conseil de Développement) ont alerté ces dernières années sur la soutenabilité financière du projet. Le Collectif Citoyen Toulouse Métro a aussi déposé un recours contre le tracé de la 3ème ligne au profit d'un tracé plus central, moins long et moins onéreux. De son côté, la chambre régionale avait recommandé de construire la ligne en deux temps pour limiter l'investissement.

La procédure d'Autorisation Environnementale qui devrait s'étaler sur l'année 2021 prévoit une enquête publique en septembre 2021. Ce sera la dernière étape administrative avant de pouvoir lancer les travaux.

tisséo EN QUELQUES CHIFFRES

TISSEO COLLECTIVITES
C'est l'autorité organisatrice des transports sur l'agglomération
108 salariés

TISSEO VOYAGEURS
Elle exploite les réseaux métro, tram et bus et le service adapté aux personnes à mobilités réduites
2767 salariés

TISSEO INGENIERIE
Elle réalise les nouveaux projets d'infrastructure
81 salariés

En 2019 :

- 139 millions de déplacements par an
- 144 rames de métro et tram
- 54 Millions de kWh d'électricité pour le métro et le tram
- 741 bus dont 58% au GNV
- 5,1 Millions de litres de gazole pour les bus diesels
- 36 millions de km commerciaux par an

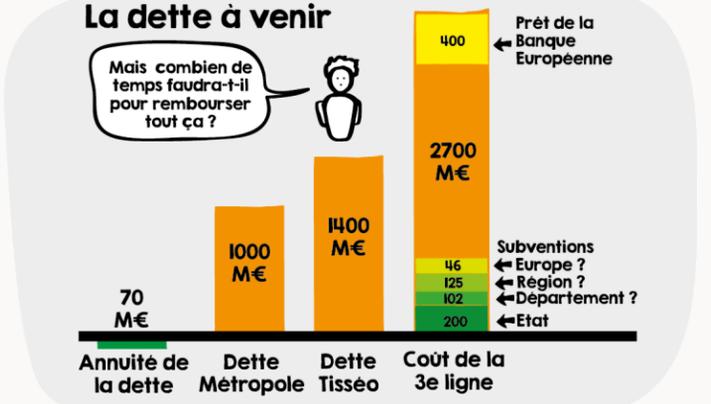
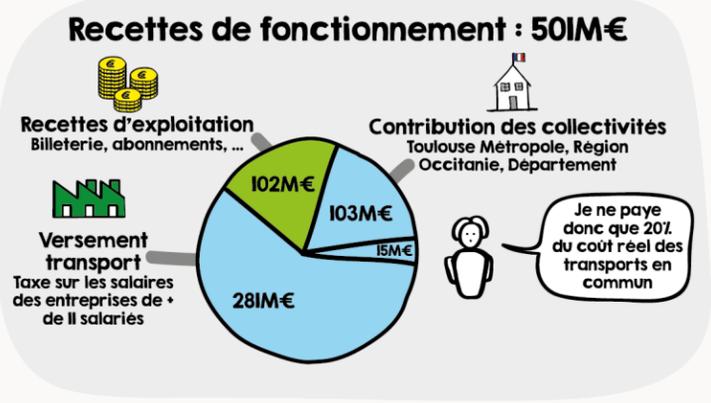
Le coût de la 3ème ligne de métro, c'est autant que ...

1,3 million de vélos électriques ...

ou 10 000 bus ...

... ou 110km de tramway ...

... ou 3600km de pistes cyclables



Source : Chiffres clés 2019 sur tisseo-collectivites.fr

LE DÉBAT

POUR

- Une ligne de métro a le mérite de passer sous terre et de ne pas perturber le trafic routier en surface.
- Le métro est un investissement durable pour 100 ans au moins qui contribue à l'attractivité de la ville.
- Le coût d'exploitation d'un métro automatique est plus faible que celui d'une ligne de bus ou de tramway.
- Le métro est le moyen de transport en commun le plus rapide en ville (40km/h arrêts inclus en ville) et n'est pas perturbé par les bouchons. C'est aussi celui qui a la plus grande capacité en flux de voyageurs sur un trajet donné (160 personnes par rame et jusqu'à une rame par minute).

CONTRE

- La 3ème ligne ne répondra aux besoins de mobilité que d'une partie des Toulousains et elle n'apporte pas de solution aux habitants de la périphérie de Toulouse.
- Pour moins cher et plus rapidement, on pourrait faire beaucoup plus en développant modes doux et transports en commun de surface. La réalisation d'une ligne de bus en site propre est à minima 10 fois moins chère.
- C'est un investissement excessif qui va endetter Tisséo pour des dizaines d'années et bloquer le développement d'autres projets de mobilité.
- Elle arrivera trop tard et ne suffira pas à atteindre les objectifs de réduction de gaz à effet de serre exigés par les Accords de Paris. La rocade va voir ses bouchons augmenter pendant encore 10 ans.

POUR ALLER PLUS LOIN

- Pour les amateurs de frites, un reportage qui montre comment la ville de Gand, en Belgique, a entièrement revu son plan de circulation pour réduire le trafic automobile et réduire la pollution : *La manière innovante dont Gand a retiré les voitures de la ville*, sur YouTube.
- Pour les fans de polars, le livre *Comment la France a tué ses villes* d'Olivier Razemon (éditions Rue de l'Echiquier) qui explique la désaffection des centres-villes du fait du développement de la voiture individuelle.
- Pour les insomniaques, le *Plan de Déplacement Urbain toulousain* adopté en 2018 et récemment annulé par la justice, un document en plusieurs volets qui doit dépasser allègrement les 1000 pages : sur tisseo-collectivites.fr/projet-mobilités-2020-2025-2030-documents.

C'EST GRÂCE À EUX !

INITIATIVES CITOYENNES, ASSOCIATIONS, COLLECTIFS QUI RENDENT LA VIE PLUS DOUCE ET FONT DU BIEN, COMME DES FLEURS AU BORD DU CHEMIN.

Dans ce numéro, nous vous parlons de deux associations toulousaines loi 1901.

SOL-VIOLETTE est une association mais aussi une monnaie locale et engagée qui existe depuis 2011. Lorsque vous payez un bien ou un service en Sol-Violette, votre argent est affecté entièrement à l'économie du territoire où vous vivez et uniquement à une économie portant des valeurs humaines et/ou environnementales. Une véritable réappropriation citoyenne de la monnaie, une façon vertueuse et transparente de commercer.

Le Sol a la même valeur que l'euro (1 Sol = 1 euro), elle peut être changée dans plusieurs comptoirs toulousains et deux banques partenaires, le Crédit Coopératif et le Crédit municipal. Actuellement environ 150 professionnels sur Toulouse et son agglomération, acceptent ou changent des Sol-Violettes et ceci dans des secteurs très divers. Ces prestataires sont soigneusement choisis par l'association, selon une charte éthique bien précise. Suite à l'explosion de la précarité due à la crise sanitaire, l'association Sol-Violette a mis en place une distribution de bons solidaires, avec l'aide d'une maison de chômeurs et de trois épiceries

solidaires de la ville. Ces quatre structures ont aidé et suivi chacune cinq familles, entre mai et novembre 2020, en leur offrant un bon solidaire mensuel de trente Sols, soit un total de 140 bons autofinancés par l'association. Cette opération a permis aux familles d'acheter des produits alimentaires et de première nécessité dans les commerces acceptant le Sol. Une nouvelle opération de bons solidaires est en préparation...

www.sol-violette.fr

UN MUR DANS LE RÉEL (UMDR) existe depuis 2016. L'association se réapproprie l'espace public d'écriture par le biais des panneaux d'affichage d'opinion dits « d'expression libre ». Sur ces panneaux, UMDR fait la promotion des associations, publie un agenda engagé (mais pas que), écrit les messages que les Toulousaines et les Toulousains lui confient (déjà 4000 messages reçus depuis le début de l'aventure). Depuis peu, elle y affiche des questions philosophiques qui lui tiennent à cœur, dans le but de faire réfléchir, de susciter le débat et de se réunir, lors d'événements ludiques, aux pieds des panneaux, pour en discuter. Le nombre de panneaux dépend du nombre



d'habitants, UMDR nous rappelle ce que dit la Loi : « Toute commune est tenue de mettre gratuitement à disposition un ou plusieurs emplacements destinés à l'affichage d'opinion et à la publicité relative aux activités des associations sans but lucratif. » Sur son site, UMDR vous indique où ils se trouvent et vous invite à les investir via le challenge « adopte un panneau ». Collez vous-même, sans passer par eux et sans modération ! Malheureusement à Toulouse comme ailleurs, ces panneaux sont le plus souvent recouverts de publicités illégales, des afficheurs « professionnels » profitent de ces

panneaux gratuits pour faire leur promotion. Julien (président de l'association) nous précise que dix panneaux ont été enlevés sans être remplacés par la mairie et que malgré leurs sollicitations, la municipalité ne les a pas aidé à mettre fin à la publicité commerciale. Alors à vous de jouer, recouvrez les publicités illégales, c'est légal ! www.unmurdanslereel.fr

QUARTIERS EN LUTTE

QUARTIER DES IZARDS // Un ami qui vit dans ce quartier m'alerte : « tu sais que le club de foot se meurt et que les stades deviennent compliqués à utiliser pour nos jeunes ? » Nous faisons des recherches. Effectivement, l'association sportive des Izards n'a plus de subventions de la mairie et les stades Rigal et des Violettes ne sont plus mis à leur disposition depuis de nombreux mois ! Le club est asphyxié financièrement, laissé à l'abandon. Bras de fer entre ce dernier et la mairie, accusations de part et d'autre, recours juridiques, rebondissements en tous genres. Une véritable saga ! Et aucun autre club n'a l'énergie de se monter sur place. Au Pastèque, nous nous demandons pourquoi faire de la politique au détriment du collectif ? Ce sont les jeunes des quartiers nord qui en pâtissent alors qu'ils veulent juste pratiquer leur sport favori, partager leur passion, se retrouver. Et puis cette semaine, nous voyons passer sur notre fil Facebook une publication d'AS Izards Omnisports, le stade Rigal va disparaître ; sous le post, une centaine de commentaires d'habitants et habitants du quartier, émouvants et nostalgiques pour certains, très en colère pour d'autres. Sur place, devant le stade, trône un sinistre panneau « permis de démolir », il est daté du 17 février 2021 et indique : « Démolition

totale, 15 777 m2 de terrain et 115 m2 de bâtiments, bénéficiaire Mairie de Toulouse. » Le panneau ne dit pas ce que M. le Maire veut faire de ce lieu, alors nous enquêtons... L'information trouvée dans les écrits de M. Boyer, maire de quartier, est la suivante : « Création d'un nouvel équipement public mutualisé, structurant, au nord de Toulouse, destiné aux publics jeunes. En préfiguration, les services municipaux référents travaillent à la réalisation d'un équipement de 200 places avec restauration. » Vous comprenez vous ? Nous, pas du tout. « Le coût global de cette opération est de 7,1 M€ » Là, en revanche, c'est beaucoup plus clair. Bref, un projet flou qui va nous coûter très cher, des riveraines et des riverains qui pleurent déjà leur stade.

FONTAINE LESTANG // Des jardins-potagers partagés en sursis. Depuis le mois d'août 2020, le collectif de la Biscotte, un rassemblement de riveraines et de riverains, jardine sur une friche laissée jusque-là à l'abandon depuis plus de 10 ans par Toulouse Métropole Habitat (TMH, office public de l'habitat de la Métropole Toulousaine). Un accord d'utilisation temporaire de cette parcelle semblait possible (en attente des constructions



de logements sociaux qui selon TMH ne commenceraient pas avant 2022), mais le bailleur social engage depuis peu un rapport de force avec le collectif, quand bien même, assure ce dernier, aucun permis de construire n'aurait été déposé à ce jour et que le projet immobilier n'en serait qu'au stade de l'étude. Un bras de fer qui tourne désormais au dialogue de sourds. Dans un communiqué de presse, le collectif évoque même une vive altercation qui aurait eu lieu le lundi 22 février 2021 entre l'entreprise mandatée par TMH, pour mener des travaux de sécurisation du terrain, et des habitants venus manifester leur soutien à ce jardin. Ces citoyennes et citoyens veulent juste vivre la joie du jardinage et du collectif, valoriser ce terrain, tant qu'il ne sert à rien.

Groupe Facebook : Les biscottes de Fontaine Lestang.

UN ÉLU TIRÉ AU SORT, LE SAVIEZ-VOUS ?

Vous en avez marre des professionnels de la politique ? Vous trouvez que vos élus sont souvent déconnectés des réalités ? Et si on vous disait que dans la 4ème ville de France, à Toulouse, il y a, pour la première fois, un élu tiré au sort. En effet, pour constituer une partie de sa liste, Archipel Citoyen a tiré au sort 1000 personnes parmi les 240 000 inscrits et inscrites sur les listes électorales. Parmi elles, sept ont accepté d'être candidates sur la liste présentée par Archipel. Aymeric Deheurles, informaticien de profession, est devenu élu d'opposition.

Même si l'idée de faire de la politique l'a déjà titillé, Aymeric n'a jamais imaginé être élu et n'est membre d'aucun parti politique. Il se sent donc libre de ses engagements. Il voit cette aventure comme une opportunité pour découvrir le fonctionnement municipal et souhaite donner envie de s'impliquer à des gens qui n'auraient jamais imaginé faire de la politique. Il a choisi de se concentrer sur deux commissions, une à la ville sur la petite enfance, le sport et la culture et une à la Métropole sur les réseaux d'infrastructure. Il présente aussi des vœux lors des conseils municipaux sur des sujets qui lui tiennent à cœur telle que la précarité menstruelle. Aymeric n'a pas l'ambition de faire une carrière politique et ne souhaite pas être candidat dans 6 ans.

LE COIN DES MINOTS

La mangeoire à oiseaux

Vous avez un balcon, un jardin et vous voulez voir des oiseaux ?
Créez votre mangeoire !

Ingrédients :

Des petits bâtons, 4 ou 5 boules de graisses sans filets, de la ficelle, du grillage à mailles carrées.

Découpez votre grillage (20 cm sur 50 cm).

Formez avec un tube (vous pouvez utiliser une pince plate). Fermez le bas du tube. Mettez les boules de graisses dans le tube, glissez entre les mailles quelques bâtons.

Accrochez en haut du grillage de la ficelle pour suspendre la mangeoire.

Accrochez-la à 1,50m du sol, dans un espace dégagé pour pouvoir profiter du spectacle !

Titi Le canari- 11 ans

Adhérez en ligne pour soutenir l'association.
Contactez-nous pour aider à diffuser le Pastèque autour de vous.
Possibilité de pré-acheter un pack (10 exemplaires sur 4 numéros) pour soutenir la diffusion du journal.

Donnez-nous votre avis, proposez des sujets ou des articles en nous écrivant à :
lepasteke@larchipelcitoyen.org

Retrouvez notre version en ligne sur
larchipelcitoyen.org/lepasteke

Le Pastèque
Mai - Juin - Juillet 2021
Coût de revient 0,25€, participation libre

Graphisme: Sph
Editeur : Association, loi 1901, Archipel Citoyen, 3 rue Saint Just, 31500 Toulouse
Imprimeur: Messages, 111 rue Nicolas Vauquelin, 31100 Toulouse
Dépôt légal : 9 février 2021
ISSN : 2778-5637

Directrice de la publication : Véronique André
Equipe de rédaction : Bernal, Lisa, Loliv, Luciole, Maguy Mauve, Véro, Raf, Jacotte